

L'ÉVALUATION

Les principes de l'évaluation posés par le projet de texte

La prise en compte de l'évaluation des connaissances et compétences dans le projet de texte de socle commun est, quelle que soit la cible considérée, **unaniment saluée** : 82 % des répondent estiment que c'est une bonne chose.

Toutefois, près de **deux personnes interrogées sur trois** (63,1 %) sont d'avis que ces **principes ne seront pas faciles à mettre en œuvre** ; cette opinion est partagée par l'ensemble des cibles interrogées.

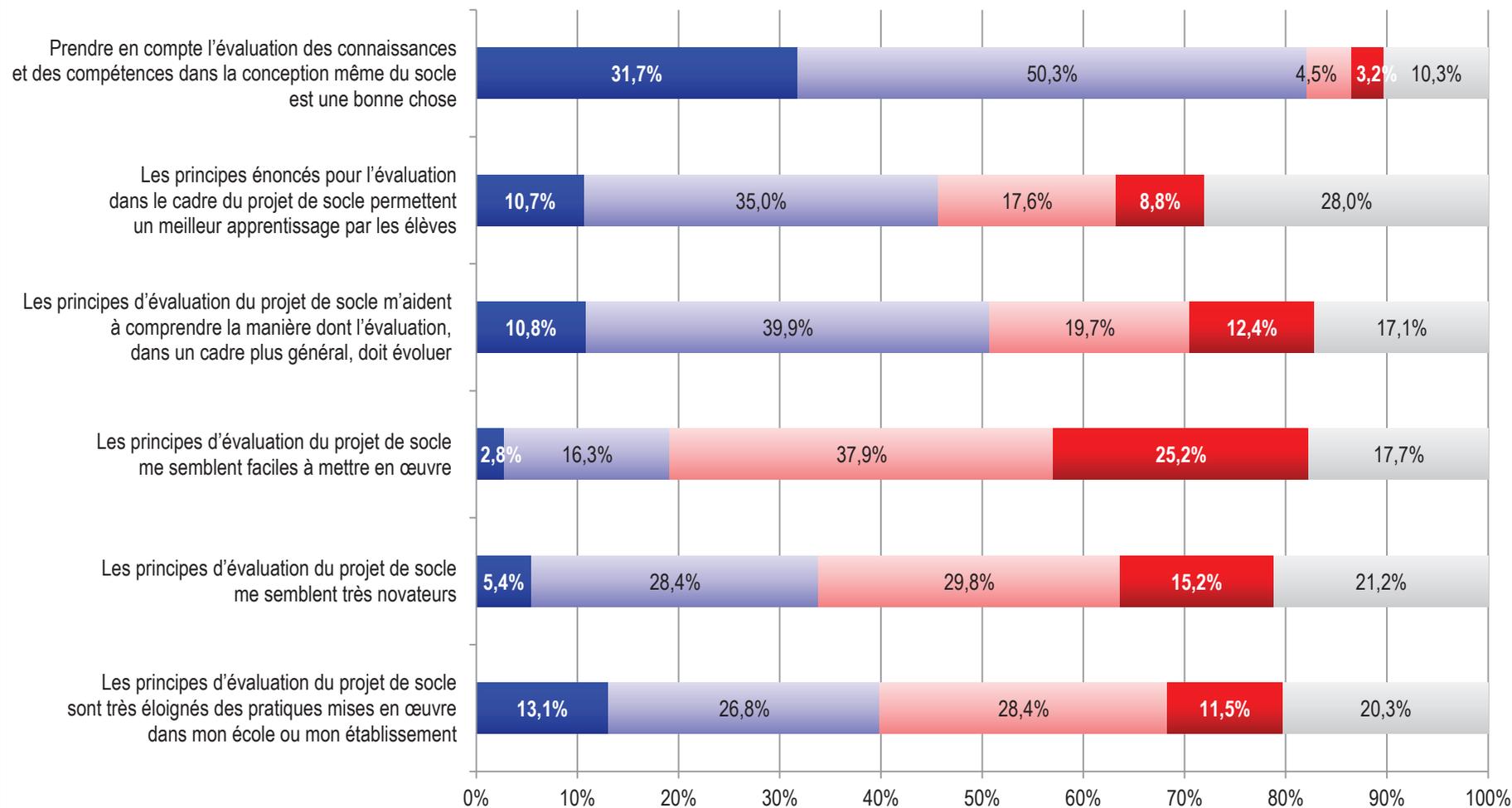
Par ailleurs, les **principes de l'évaluation n'apparaissent très novateurs qu'à une personne interrogée sur trois** (45 % des répondants sont même de l'avis opposé).

Concernant les principaux **écarts de perception** entre les différentes catégories de répondants, on peut noter que :

- si l'on trouve au global la même proportion (39,9 %) de personnes qui sont d'accord que de personnes qui ne sont pas d'accord pour dire que les principes d'évaluation du projet de socle sont très éloignés des pratiques d'évaluation mises en œuvre dans l'école ou l'établissement, **le 2nd degré est davantage éloigné de ces pratiques** (47,9 %) que le 1^{er} degré (34 %) ; parmi les professeurs en collège, ce sont les enseignants de mathématiques et de technologie qui en sont les plus éloignés (respectivement 51,2 % et 50,3 %) ;
- le 1^{er} degré s'accorde davantage que le 2nd degré à dire que les principes d'évaluation posés par le projet de socle commun permettent un meilleur apprentissage des élèves (48,2 % vs 41,5 % ; 52,4 % pour les directeurs d'école vs 37,9 % pour les professeurs en collège).

Les principes de l'évaluation posés par le projet de socle commun

■ Tout à fait d'accord ■ Plutôt d'accord ■ Plutôt pas d'accord ■ Pas du tout d'accord ■ NSP



Perception de l'évaluation en général

En ce qui concerne **la fonction la plus importante de l'évaluation** :

- plus de neuf personnes interrogées sur dix s'accordent à dire qu'elle consiste à **indiquer où en sont les élèves dans leurs apprentissages pour que l'enseignant puisse organiser son enseignement** (91,5 %, dont 50,7 % de tout à fait d'accord),
- une proportion presque aussi importante (82,8 %) n'est pas d'accord pour dire qu'elle est de situer un élève par rapport à un autre (49,3 % de pas du tout d'accord),
- les avis sont partagés sur le fait qu'elle est de permettre l'orientation des élèves : 43,5 % des répondants sont d'accord avec cette affirmation, mais 47,5 % ne la partagent pas.

Un **très large consensus** se dégage pour dire que l'évaluation :

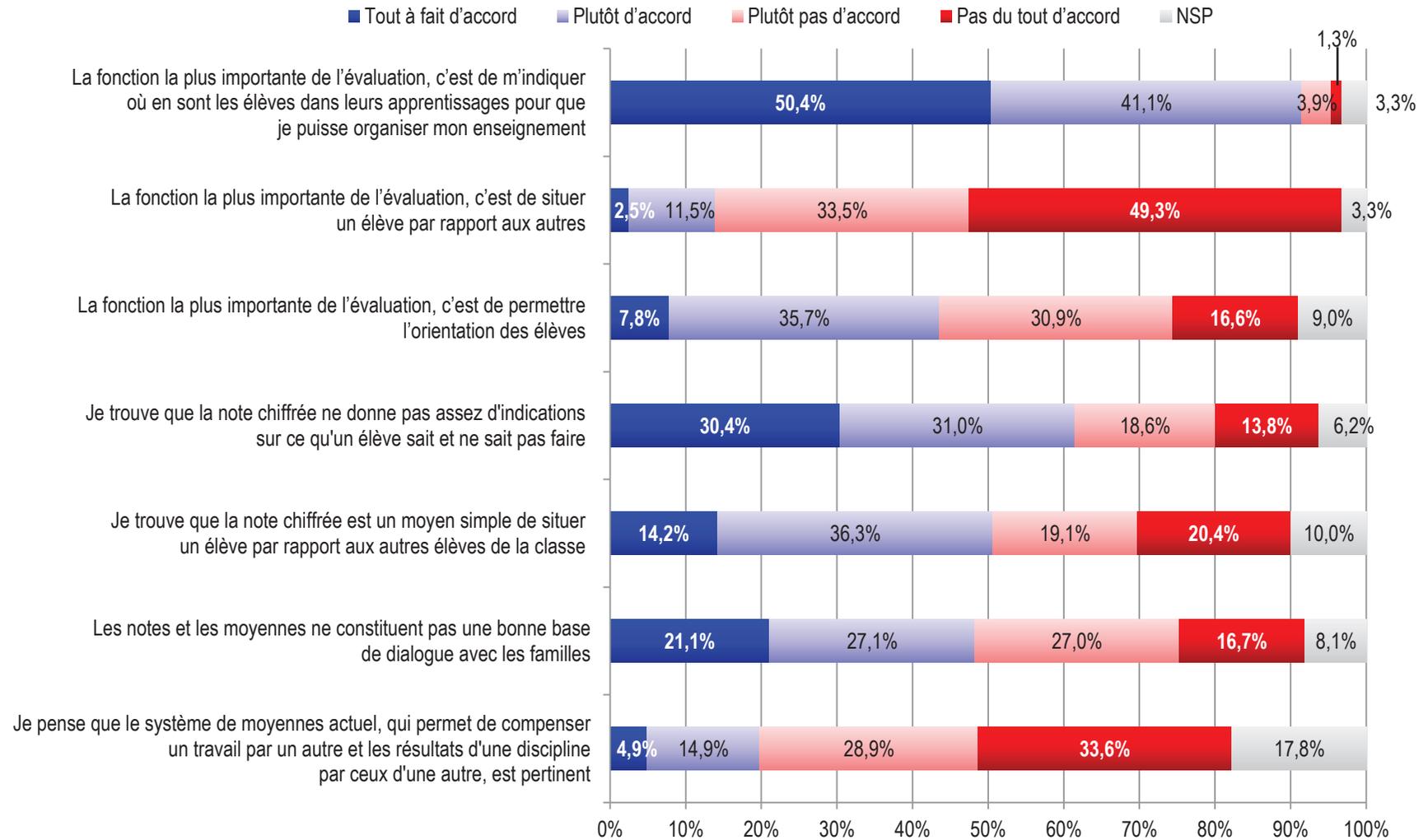
- doit permettre à l'élève (et à ses parents) de **savoir ce qu'il doit faire pour progresser** (94,8 %),
- doit **susciter l'engagement et la confiance** des élèves (92,9 %),
- doit **reconnaître le droit à l'erreur** et s'intéresser autant au processus d'apprentissage qu'à la performance (92,1 %).

Les opinions exprimées sur l'évaluation reposant sur des **notes chiffrées et des moyennes** sont plus nuancées :

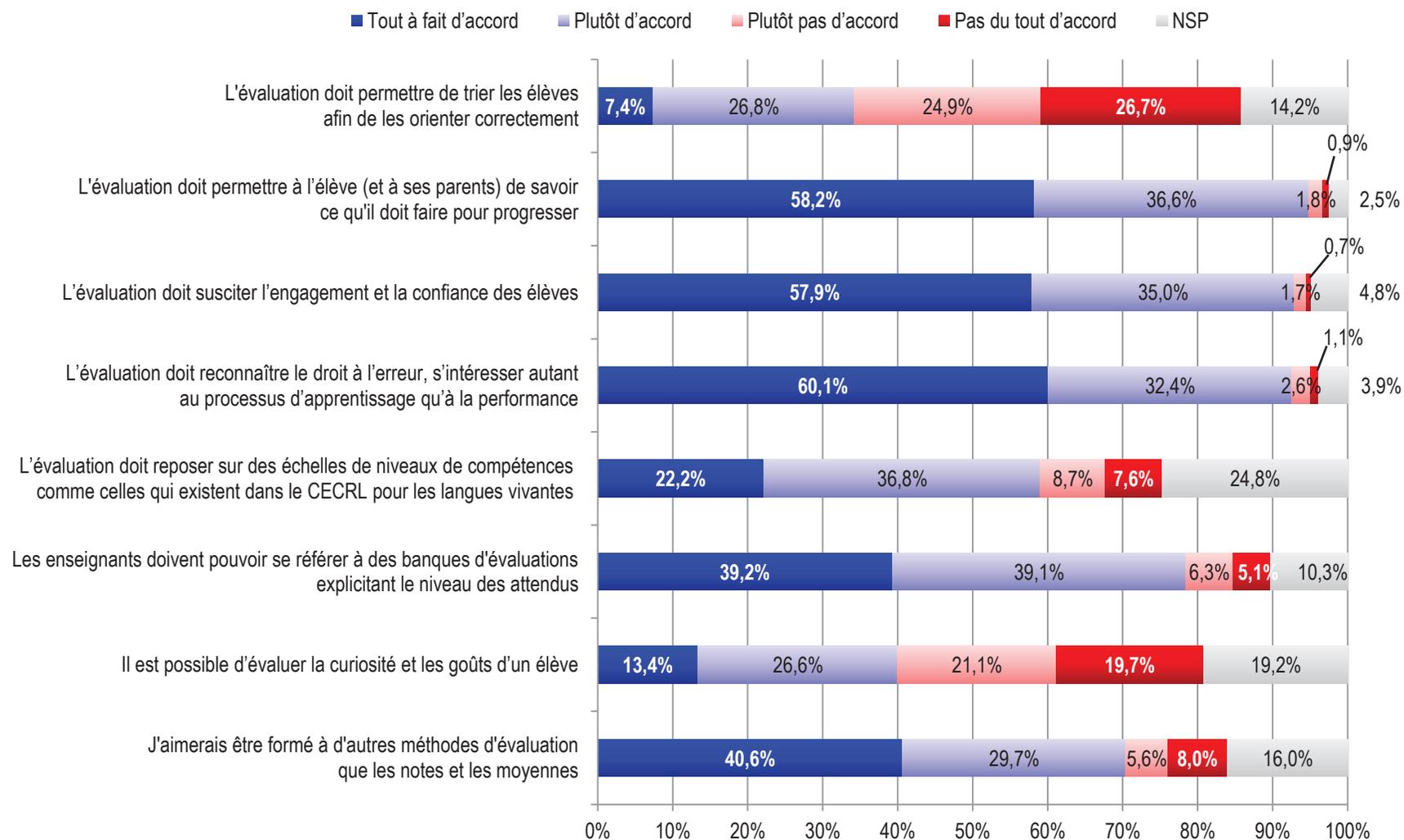
- D'un côté, le système de notation chiffrée fait l'objet d'une **remise en cause** : 61,4 % des répondants trouvent que la note chiffrée ne donne **pas assez d'indications sur ce qu'un élève sait et ne sait pas faire** (32,4 % sont de l'avis inverse), et 62,5 % ne sont pas d'accord pour trouver pertinent le système de moyenne actuel qui permet de compenser un travail par un autre et les résultats d'une discipline par ceux d'une autre.
- De l'autre, une personne interrogée sur deux (50,5 %) reconnaît que la **note chiffrée est un moyen simple de situer un élève par rapport aux autres élèves** de la classe.
- Si 48,2 % des répondants estiment que les notes et les moyennes ne constituent pas une bonne base de dialogue avec les familles, une proportion très voisine (43,7 %) est d'un avis inverse.
- En revanche, une **large majorité** (70,3 %) exprime le **souhait d'être formée à d'autres méthodes d'évaluation** que les notes et les moyennes.

On peut, sur certaines affirmations, observer des **différences de perception entre le 1^{er} et le 2nd degré** ; elles sont illustrées ci-après.

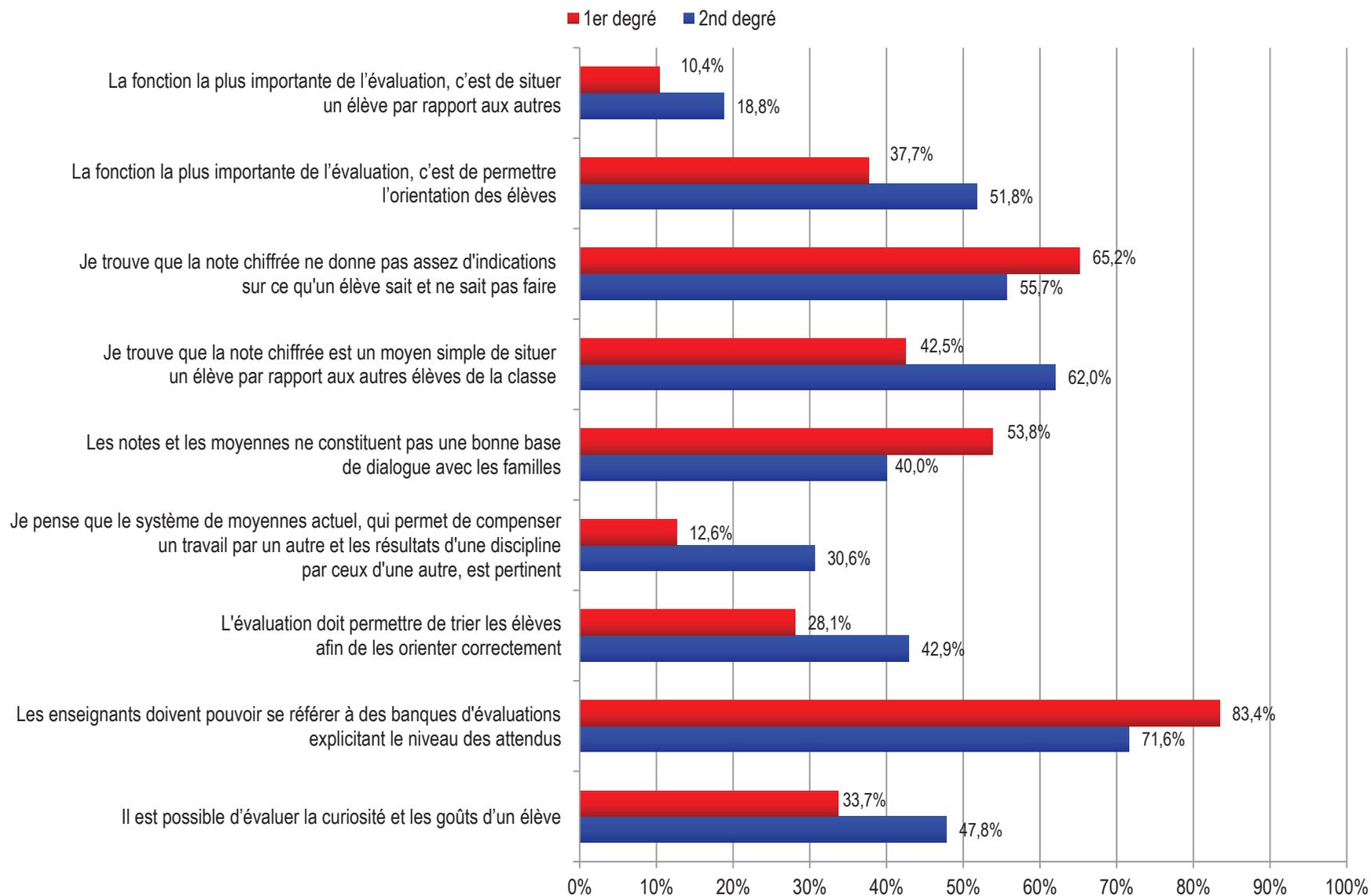
Perception de l'évaluation en général (1/2)



Perception de l'évaluation en général (2/2)



Perception de l'évaluation en général (% de Tout à fait + Plutôt d'accord)



Validation du socle commun et diplôme de fin de scolarité obligatoire

Plus de **deux personnes interrogées sur trois** (67,8 %) sont (tout à fait ou plutôt) d'accord pour que la **validation du socle** commun intervienne **à chaque fin de cycle**.

Concernant le **niveau** auquel la validation doit s'effectuer :

- **62,6 %** sont d'accord pour qu'elle se fasse **au niveau des 5 domaines** de formation ;
- ils sont encore **55,5 %** à être d'accord pour qu'elle se fasse **au niveau de chaque objectif** de connaissances et de compétences des domaines de formation ;
- **moins d'un répondant sur trois** (29,9 %) est d'accord pour qu'elle se fasse **au niveau de chaque item de chaque objectif** des domaines de formation, près d'un sur deux (49,5 %) y étant hostile ; cette modalité d'évaluation se rapproche de celle du livret personnel de compétences (LPC) qui ne fait pas l'unanimité parmi les enseignants.

La **validation finale du socle commun** et l'**obtention du diplôme** de fin de scolarité obligatoire révèlent des **opinions contrastées** :

- Ainsi, **49,5 %** des personnes interrogées déclarent ne **pas être favorables à la disparition des épreuves écrites du diplôme national du brevet (DNB)** et être **hostiles à l'obtention de celui-ci uniquement par une évaluation en continu** (29,9 % sont d'un avis opposé) ; cette hostilité atteint 64,1 % chez les professeurs en collège, au premier rang desquels figurent les enseignants d'histoire-géographie et de mathématiques. De même 44,1 % des répondants s'accordent à dire que la validation finale du socle doit donner lieu à des épreuves nationales terminales anonymes (cette proportion s'élève à 49,9 % chez les professeurs en collège et culmine à 56,1 % parmi les professeurs d'histoire-géographie) ; en revanche, 36,6 % des personnes interrogées sont d'un avis contraire.
- Mais dans le même temps, **près d'une personne interrogée sur deux** (48 %) est d'accord pour dire que **la validation finale du socle doit automatiquement entraîner l'obtention du diplôme de fin de scolarité obligatoire**.

Une large majorité de répondants est d'accord avec le fait que le **diplôme de fin de scolarité obligatoire peut indiquer des niveaux de maîtrise différents selon les domaines ou les objectifs** (68,2 %) et qu'il **doit indiquer clairement pour chaque domaine ou objectif si l'élève a atteint au moins le niveau de maîtrise attendu pour le socle commun** (72,8 %).

La validation du socle commun et le diplôme de fin de scolarité obligatoire

■ Tout à fait d'accord ■ Plutôt d'accord ■ Plutôt pas d'accord ■ Pas du tout d'accord ■ NSP

